

Dans la situation de crise profonde de notre pays, le besoin de recouvrer la confiance est immense. La question des universités n'est pas un problème sectoriel : c'est le problème d'une Nation, si elle a pour ambition de construire une société où chacun trouve sa voie. Le Président de la République a fait de la jeunesse la priorité du quinquennat. Nous sommes au contact permanent des 2,4 millions d'étudiants et nous portons une partie de leurs aspirations à travers nos formations et notre rôle quant à leur insertion professionnelle et dans la société. Or le désarroi que nous vivons est immense, le décalage entre les discours et la réalité qu'ils vivent est dangereux. Notre devoir collectif par nos recherches est de leur offrir un avenir. Nous travaillons à faire avancer les champs de la connaissance, à créer de l'innovation au profit de la compétitivité de l'économie française.

Dans cette perspective, il est incompréhensible que nous vivions un mauvais feuilleton qui voit les crédits de l'enseignement supérieur et de la recherche être malmenés. Plusieurs décisions récentes ont créé une inquiétude très forte dans les universités et nous empêchent aujourd'hui d'adopter le budget 2015 en l'absence de notification.

D'une manière générale, nous vivons une grande contradiction : alors que le nombre d'étudiants augmente, ce qui est une chance pour notre pays, nos moyens ne suivent pas cette tendance. Cela a des conséquences pour l'accueil des étudiants, et pour l'investissement nécessaire pour la formation, la recherche et notre patrimoine dont chacun sait combien il est dégradé.

Le paradoxe de cette situation est qu'elle montre l'incapacité des pouvoirs publics à assumer les priorités évoquées dans les discours. Alors que tout le monde s'accorde sur le fait que l'enseignement supérieur et la recherche forment le levier le plus important pour construire l'avenir de notre pays et de l'Europe, il est nécessaire que l'investissement en ce domaine soit à la hauteur des ambitions portées par notre pays.

Réunis ce jour, en conseil d'administration, pour débattre du budget 2015 de l'Université Toulouse III – Paul Sabatier, et devant les inquiétudes et les incertitudes qui demeurent les membres du conseil ont décidé du report du vote du budget.